

LA CONVENTION EUROPEENNE

LE PRÉSIDENT

ALLOCUTION

DE VALERY GISCARD D'ESTAING

PRESIDENT DE LA CONVENTION EUROPEENNE

STUTTGART - 5 mai 2002

Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de remercier le Ministre-Président, M. Teufel, de m'avoir invité à Stuttgart. C'est avec plaisir que j'ai accepté votre invitation.

Je connais bien votre Land. J'ai séjourné dans la Forêt noire et au bord du lac de Constance à la fin de la guerre. Et, lorsque j'étais député européen, je faisais chaque été un voyage privé de trois jours dans votre pays.

Le Land de Bade-Wurtemberg est situé au cœur de l'Europe et on a toujours, ici, été convaincu des avantages de l'intégration européenne. Vous avez toujours joué un rôle important dans l'amitié franco-allemande de ces dernières décennies.

En témoigne tout particulièrement votre engagement résolu en faveur de l'apprentissage du français dans vos écoles. L'importance centrale de la coopération franco-allemande ne se démentira pas dans une Union élargie, bien au contraire. Le Chancelier Schröder l'a souligné il y a quelques semaines non loin d'ici à Freiburg.

C'est pour toutes ces raisons, Monsieur le Ministre-Président, que votre contribution aux travaux de la Convention revêt autant d'importance.

L'Union européenne est confrontée aujourd'hui à deux problèmes :

- ses mécanismes de décision, conçus pour six États, ont déjà atteint leurs limites, et ne fonctionnent plus d'une manière satisfaisante, c'est à dire efficace, lisible par l'opinion publique, et démocratique.
- en même temps, elle se trouve placée devant le plus grand élargissement de son histoire puisque, alors qu'elle n'a jamais accueilli plus de trois nouveaux membres à la fois, elle va sans doute en compter dix de plus d'ici 2 004.

Ce grand élargissement est un bouleversement géopolitique de l'Europe.

Son mérite est de réaliser l'unification politique du continent européen, ce qui, contrairement à des raccourcis politiques simplistes, ne s'est jamais produit dans l'histoire. Cela va changer notre Union.

A cet égard, la Convention européenne est un précurseur. Nous travaillons, déjà dans le cadre d'une Europe élargie puisque les pays candidats participent à tous nos travaux !

Sans un réexamen en profondeur, cette Union élargie ne sera pas en mesure de fonctionner d'une manière satisfaisante.

Pour conduire ce réexamen, les responsables européens réunis à Laeken ont convoqué notre Convention, qui constitue la première occasion, depuis la Conférence de Messine en 1955, de conduire une réflexion approfondie sur l'avenir de l'Union européenne. Une réflexion au demeurant ouverte au public. J'y veille personnellement. Nous invitons la société civile, l'opinion publique, et vous tous, à y participer activement.

La contribution allemande est, dans ce contexte, d'une grande importance pour le succès de la Convention.

Pourquoi ?

- le débat public en Europe sur l'avenir de l'Union est parti de l'Allemagne. Le discours de Joschka Fischer il y a deux ans à Berlin, ainsi que le discours du Président Rau devant le Parlement européen un an plus tard, y ont grandement contribué .
- L'importance de l'expérience allemande : l'Allemagne – en tant qu'état fédéral possède 50 ans d'expérience politique, avec une répartition des compétences entre plusieurs niveaux. Cette expérience peut nous être très utile.
- Enfin, bien entendu, le poids de l'Allemagne dans la vie économique et financière de l'Union.



Une des tâches fondamentales de la Convention européenne va précisément être de répondre plus clairement à la question « *qui fait quoi en Europe* ». Quelle est la répartition des compétences entre le niveau européen et celui des États Membres ? La participation personnelle du Ministre-Président Teufel est dès lors capitale pour la réussite de notre entreprise, et j'ai écouté avec un particulier intérêt les remarques qu'il nous a déjà présentées.

Des premiers débats de la Convention, on peut déjà tirer certains enseignements :

- nous n'avons pas entendu de demandes pour que l'Union assume de nouvelles compétences dans la vie intérieure des États membres.
- Par contre, beaucoup de membres de la Convention ont exprimé la nécessité de renforcer la politique extérieure commune, c'est à dire l'influence et l'autorité de l'Europe dans le monde. Je vais y revenir plus en détail.

- Beaucoup ont également insisté sur la nécessité de renforcer l'action transfrontalière européenne, dans les domaines sensibles de la politique de sécurité et de justice. Ils estiment que l'Union doit pouvoir agir plus efficacement, notamment contre le terrorisme, la grande criminalité organisée, l'immigration illégale, les trafics de drogue et la traite des êtres humains, femmes et enfants. Vous avez vous-même insisté sur ces points, M. le Ministre-Président.
- La question d'une meilleure coordination en matière de politique économique (et, pour certains, sociale) pour compléter l'Union monétaire a aussi été évoquée.

D'autre part, il est apparu avec évidence que certains domaines devraient continuer à relever de la compétence des États membres, comme principalement :

- l'organisation interne des États membres,
- l'éducation, la formation professionnelle et l'enseignement supérieur,
- le fonctionnement des services publics,
- la protection sanitaire et sociale, ainsi que les régimes de retraites,

- la culture,
- la protection locale de l'environnement, et l'aménagement de l'espace régional,
- enfin, l'engagement militaire. Il va sans dire que les décisions – même si dans le futur elles sont prises dans le cadre d'une politique commune – d'engager, ou ne pas engager, nos armées nationales dans une mission extérieure, doivent rester du domaine de compétences des États membres.

Nous avons noté enfin qu'il fallait être plus précis dans les demandes qu'on adresse à l'Europe.

Ce n'est pas parce qu'un problème se pose dans tous, ou dans la plupart des pays de l'Union européenne, comme par exemple le chômage, qu'il est souhaitable de doter l'Union de compétences spécifiques pour traiter ces problèmes au niveau européen, alors que les compétences appropriées restent au niveau national, et que les partenaires sociaux refusent d'en être dessaisis.

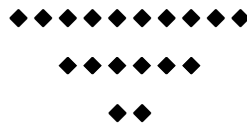
Dans ces domaines, ce que nous devons envisager, c'est d'améliorer la coordination – parfois même la coopération – entre les États membres. Mais il est imprudent, et contre-productif, de créer des attentes politiques dans des domaines où il n'y a pas accord pour attribuer une compétence au niveau européen.

Je tire de ces premiers débats les orientations suivantes, qui restent, bien entendu, provisoires :

- l'Union européenne doit concentrer ses efforts sur ses compétences clés.
- Il faut améliorer et clarifier la répartition des compétences entre le niveau européen et les États membres, dans le cadre des Traités.
- Il faut établir sans équivoque que toutes les compétences qui ne sont pas explicitement attribuées à l'Union restent des compétences des États membres.

- Les compétences doivent être exercées dans le respect strict mais objectif du principe de subsidiarité.

L'idée de la subsidiarité a fait son chemin. Cette idée, chère aux Länder de l'Allemagne, est devenue une référence générale au Parlement européen et à la Convention. Une grande majorité des membres de la Convention s'est prononcée en faveur de la mise en place de moyens de contrôle efficaces pour la délimitation des compétences, et l'application du principe de subsidiarité, souhaitant, le plus souvent, une participation des parlements nationaux. La Convention va être appelée à étudier plus en détail cette question qui fera l'objet d'un groupe de travail, et à présenter des propositions substantielles sur ce point.



Nous allons aborder, au cours de la prochaine session de la Convention, la question suivante : *"Qui décide quoi dans l'Union européenne ?"*. Autrement dit, comment les compétences sont-elles exercées dans l'Union européenne ?

Les études préalables font apparaître une extraordinaire confusion, voire un grand désordre. Nous nous sommes éloignés, depuis les années 80, des règles relativement simples que posait le Traité de Rome.

Vous connaissez ici, en Allemagne, les règles qui fixent les rapports entre le Bundestag, le Bundesrat, et le Gouvernement. Ces règles, même si elles complexes, inspirent confiance aux citoyens.

Or, savez-vous que dans l'Union européenne, pour adopter une décision entre le Conseil, et le Parlement européen, il existe, selon le sujet traité, neuf procédures différentes. C'est dire que c'est incompréhensible aussi bien pour les dirigeants, que pour les simples citoyens.

Cela représente, pour notre Convention, un immense chantier à débayer.

Nous allons nous y attaquer avec détermination. Et nous comptons sur votre participation, Monsieur Teufel !



Permettez-moi de revenir sur la question très importante de la politique extérieure commune. Nos débats l'ont montré, les sondages le confirment, il existe une grande attente de ce que l'Europe ne soit pas seulement une puissance économique mais aussi une puissance politique, qui puisse dialoguer d'égal à égal avec les plus grandes puissances du monde, et qui dispose des moyens d'agir pour affirmer ses valeurs, assurer sa sécurité et jouer un rôle actif dans le maintien de la paix internationale.

L'Europe d'aujourd'hui est trop faible politiquement. Cette faiblesse n'est bonne ni pour elle-même, ni pour les autres.

Elle est trop faible pour jouer le rôle d'allié influent. Elle est trop faible pour agir dans le monde pour obtenir le respect des principes d'humanisme et de tolérance qui figurent dans sa charte des droits fondamentaux. On vient de le vérifier en particulier au Proche-Orient.

A mon avis, il est indispensable que la Convention aboutisse à une proposition concrète en faveur d'une politique extérieure commune clairement perçue par l'opinion internationale. Dans cette proposition, il nous faudra répondre à trois questions :

- Quel mécanisme faut-il mettre en place pour que l'Europe s'exprime à l'avenir d'une seule voix ?
- Quel dispositif est nécessaire pour préparer une position européenne commune, de manière efficace et rapide ?
- Quels moyens d'influence et d'action les États membres sont-ils prêts à mettre à la disposition de l'Union pour cette politique commune ?

En répondant à ces questions, ne négligeons pas les progrès que nous avons réalisés au cours des dernières années.

L'Union a pris des décisions importantes pour mettre sur pied une force de réaction rapide.

L'Union européenne et les États membres sont présents dans tous les efforts internationaux, y compris ceux militaires dans les Balkans. L'Union y exerce une grande influence. On l'a vérifié au cours des dernières années aussi bien en Macédoine que dans la question des relations entre la Serbie et le Montenegro. Dans les deux cas, le Haut Représentant pour la Politique extérieure et de Sécurité, M Javier Solana, a joué un rôle positif.

L'Union, ainsi que les États membres, disposent collectivement et individuellement de moyens considérables. En revanche, ils se montrent rarement capables de mettre l'ensemble de leurs moyens, qu'ils soient diplomatiques, économiques ou militaires, à la disposition d'une politique cohérente et exécutée en commun.

Cela prendra un certain temps, car est-il envisageable de remplacer, par exemple, les services diplomatiques nationaux par un seul service européen ? Dans cette question, comme pour toutes les autres, il nous faudra trouver des solutions imaginatives, pour mettre en commun tous les

moyens existants des États membres au service d'une politique européenne.

Ainsi, la décision de produire ensemble un avion de transport militaire est un pas important dans la bonne direction. Si nous ne sommes pas capables de regrouper nos efforts, nous allons disperser nos moyens sans être à la hauteur des exigences actuelles.

Mesdames, Messieurs,

Pour conclure, permettez-moi de faire appel à vous !

L'Europe ne peut pas se construire sans une participation active, déterminée, et patiente du peuple allemand.

Je crois bien connaître votre peuple, dont j'ai partagé la culture et la langue dans ma petite enfance.

Je ne vous demande pas de renoncer à votre identité germanique, pas plus que nous le demandons aux Français, aux Italiens, ou aux Suédois.

Mais, ce que je vous demande, c'est de vous sentir autant européen qu'allemand – allemand par l'histoire et par la culture – européen pour la dimension continentale et pour l'avenir.

En venant à Stuttgart, je suis venu demander votre soutien, pour que vous nous aidiez tous, depuis le Ministre-Président, jusqu'au simple citoyen de Bade-Würtemberg, à bâtir l'Europe de nos rêves !
